

Arrêté n° : SL/ST/2026/ 294

Interdiction de stationnement,
Occupation du domaine public,
Restriction de circulation,

Du lundi 29 Juin 2026,
Au vendredi 24 Juillet 2026,

ARRÊTÉ

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de
raccordement Enédis avec terrassement, par
l'entreprise **MAISON & FILS**, il est nécessaire
d'occuper les emprises, d'interdire le
stationnement et de restreindre la circulation au
droit du 46 Rue du Vieux Chemin de Pont.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit du 46 Rue du Vieux Chemin de Pont, le mardi 07 Avril 2026.

Article 2 : La société **MAISON & FILS** est autorisée à intervenir sur le domaine public, au droit du 46 Rue du Vieux Chemin de Pont, le mardi 07 Avril 2026.

Article 3 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte, au droit du 46 Rue du Vieux Chemin de Pont, le mardi 07 Avril 2026.

Article 4 : La société **MAISON & FILS** se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 5 : Les circulations seront adaptées en fonction des travaux.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 7 : La société **MAISON & FILS** est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 22 JUIN 2026



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation

Cédric DELAYEN
3^{ème} Adjoint au Maire

Publié sur le site de la Collectivité le : 22 JUIN 2026
Et notifié à l'intéressé le :

22 JUIN 2026